

Conseil national

Vaud et Genève déboulent en force dans la Commission de l'économie

La région lémanique comptera dans la commission cinq élus. De quoi peser sur les réformes fiscales, bancaires et agricoles à venir

Arthur Grosjean Berne

WAK. Ces trois lettres inspirent l'envie et le respect des élus dans la Berne fédérale. Elles abrègent en allemand le nom de la prestigieuse Commission de l'économie et des redevances (Wirtschaft und Abgaben Kommission). Les parlementaires se battent pour y siéger car toutes les réformes fiscales, bancaires ou agricoles passent dans le mixer de cette commission. Les poids lourds des partis y ont leur place réservée.










Eh bien, bonne nouvelle pour la région lémanique. La Commission de l'économie du Conseil national comptera 5 élus sur 25 en provenance de Genève et de Vaud: Céline Amaudruz (UDC/GE), Guillaume Barazzone (PDC/GE), Olivier Feller (PLR/VD), Christian Lüscher (PLR/GE) et Ada Marra (PS/VD). «C'est historique, relève Guillaume Barazzone, et cela va permettre à la région lémanique de suivre de très près la finalisation de la grande réforme fiscale des entreprises. J'ai d'ailleurs été désigné répondant du PDC sur ce sujet.»

Céline Amaudruz, qui vient de monter en grade en devenant vice-présidente du groupe parlementaire UDC, estime aussi crucial d'être à la WAK: «J'ai pu y accéder vu mon profil bancaire.» Même enthousiasme du côté du Vaudois Olivier Feller. Lui qui est passé de la Challenge League (Commission des finances) à la Super League (WAK) se réjouit des défis qui l'attendent: «Il y a bien sûr la réforme des entreprises en 2016. Mais il y a aussi la mise en application de l'échange automatique d'informations, le secret bancaire en Suisse, le taux de la TVA ou la nouvelle politique agricole. C'est très stimulant.»

Déconvenue aux Etats

Gros bémol à cette arrivée en force: les quatre collègues lémaniques du Conseil des Etats n'ont pas réussi le même coup. Aucun d'entre eux ne siègera à la Commission de l'économie de la Chambre des cantons. Ils se rattrapent en décochant deux présidences de

Les députés genevois et leurs commissions parlementaires

CONSEIL NATIONAL	Céline Amaudruz UDC  Economie	Guillaume Barazzone PDC  Economie	Laurence Fehlmann Rielle PS  Affaires juridiques	Benoît Genecand PLR  Energie	Roger Golay MCG  Défense
	Hugues Hiltbold PLR  Transports	Christian Lüscher PLR  Economie	Lisa Mazzone Les Verts  Défense, affaires juridiques	Yves Nidegger UDC  Affaires juridiques	
	Carlo Sommaruga PS  Politique extérieure, défense	Manuel Tornare PS  Politique extérieure	Robert Cramer Les Verts  Energie, asile, politique extérieure	Liliane Maury Pasquier PS  Politique extérieure, sécurité sociale	

P. FY SOURCE: PARLEMENT.CH

L'UDC et le PLR se taillent la part du lion

● En sismologie, on appellerait cela une réplique. Le tremblement de terre des dernières élections fédérales du 18 octobre, qui ont vu la victoire écrasante de la droite, ne reste pas sans conséquences. Il en a de logiques dans la répartition des sièges des commissions du Conseil national. Sur les onze grandes commissions, six d'entre elles seront contrôlées désormais par le seul duo UDC-PLR. Notamment l'économie, les finances, la sécurité, les transports et l'asile. Le centre et la gauche auront l'avantage

pour la santé, le social, l'énergie et la politique extérieure.

Les 11 commissions permanentes du National comptent en tout 284 sièges. L'UDC en disposera de près de 100. Les mouvements se révèlent assez importants par rapport à la dernière législature. Le secrétaire général suppléant du National, Boris Burri, sort sa calculette. Du côté des gagnants, cela donne +15 pour l'UDC et +3 pour le PLR. Chez les perdants, les Verts libéraux mordent la poussière (-7), suivis des Verts et du PS (-4), du PBD

(-2) et du PDC (-1). On peut penser de prime abord que ces déplacements de sièges ne sont que brouille. Que l'important reste le vote en plénum, voire le verdict devant le peuple. C'est vrai. Mais ce n'est qu'une partie de la vérité. Les commissions conditionnent le débat politique. C'est là qu'on choisit les experts qu'on veut entendre pour l'élaboration d'une loi. C'est là que se déroule le véritable travail politique en profondeur, là où les divergences apparaissent et s'expriment via des rapports de majorité ou de minorité.

Le plénum, lui, représente souvent la vitrine exposant le produit fini avec quelques retouches au cours des débats. Voilà pourquoi le vote des commissions est surveillé comme le lait sur le feu par l'ensemble des élus, par les journalistes... et par les lobbyistes. Il donne la première température des rapports de force politiques.

Pour l'achat du Gripen, on a vu rapidement que les choses coïncident quand la droite a émis des réserves à répétition au sortir de la Commission de sécurité. **ARG.**

commission. Olivier Français (PLR/VD) arrive en fanfare comme président de la Commission des transports. Robert Cramer (Verts/GE) présidera dans deux ans la Commission des affaires juridiques (CAJ). Joli doublé socialiste du côté du Conseil national. Jean Christophe Schwaab présidera immédiatement la CAJ. Roger Nordmann, qui est devenu le boss de la fraction parlementaire PS, dirigera dans deux ans l'importante Commission de l'énergie.

Impossible de détailler ici tous les changements intervenus dans les onze grandes commissions. Mais voici un rapide survol de ce qu'il faut retenir.

Social et santé: adieu Parmelin Devenu conseiller fédéral, l'UDC Guy Parmelin quitte cette importante commission qu'il a présidée. Cela fait les affaires d'Isabelle Moret (PLR/VD), qui sera désormais la seule élue lémanique à siéger dans cette commission. Elle garde également son fauteuil à la Commission des institutions politiques. Elle prendra sous son aile le jeune Valaisan aux dents longues Philippe Nantemod, surnommé «Ritaline». Il est le seul nouvel élu PLR à avoir reçu deux commissions. Pourquoi? «Il est plein d'énergie et il faut l'occuper», confie Isabelle Moret, qui exerce la vice-présidence du PLR et qui, à ce titre, a bataillé pour de bonnes places en faveur des Romands.

Politique extérieure: quatorze lémanique Quels rapports faut-il entretenir avec l'UE? Trois Genevois (Sommaruga, Tornare et Nidegger) et un Vaudois (Wehrli) pourront batailler à loisir. Surtout qu'ils ne seront pas d'accord entre eux. Manuel Tornare (PS/GE) regrette de ne pas siéger également dans la Commission de la culture pour cause de restriction. «Avant, la gauche occupait environ un tiers des sièges au National, maintenant un quart. C'est démoralisant.»

Transports: PLR en force Après le départ d'Olivier Français aux Etats, Frédéric Borloz (PLR/VD) reprend le flambeau. Il sera épaulé par son collègue genevois Hugues Hiltbold. La non-réélection d'Anne Mahrer (Verts/GE) se paie cash. La gauche lémanique disparaît.

Energie et environnement: la gauche bien là Roger Nordmann (PS/VD) et Adèle Thorens (Verts/VD) seront des poids lourds dans cette commission. Benoît Genecand (PLR), nouveau venu genevois, va devoir travailler pendant les Fêtes pour se mettre à niveau sur le complexe dossier énergétique.

Libre circulation Pas de statut spécial pour le Tessin

Le Tessin ne sera pas doté d'un statut régional spécial en raison des conséquences négatives de la libre circulation. Après le Conseil des Etats, le National a tacitement refusé hier une initiative cantonale en ce sens. Le Tessin ne pourra pas non plus fixer ses propres plafonds annuels de travailleurs frontaliers. Le marché du travail au Tessin est particulièrement touché par la libre circulation, a reconnu la commission, mais un statut spécial ou une clause de sauvegarde régionale n'est pas la solution, estime-t-elle. **ATS**

Il a dit «La politique a de nombreux points communs avec le théâtre, et vice versa»



Alexander Tschäppät
Le maire de Berne, a organisé les festivités en l'honneur du futur président Johann Schneider-Ammann dans un théâtre

Drogue Enorme saisie de cocaïne dans un port de Bâle

Les ports rhénans bâlois ont opéré une saisie impressionnante de cocaïne. Alertée par le capitaine d'un cargo, la police a découvert 150 kg de poudre blanche, d'une valeur de 45 millions de francs, dans un container venu d'Equateur. La marchandise n'était probablement pas destinée à la Suisse et avait sans doute été oubliée lors du déchargement effectué à Anvers (B). Tel était aussi le cas de la saisie record de 191 kg de cocaïne survenue en octobre à Birsfelden (BL), dans une livraison de café venu du Brésil. **ATS**

Valais



Christophe Darbellay vise un siège au Conseil d'Etat valaisan. La section du PDC de Martigny-Combe a désigné mercredi le président du parti comme candidat aux élections cantonales de 2017. Christophe Darbellay ne s'est pas représenté aux élections fédérales et se retirera de la présidence du parti en avril 2016. Le Valaisan a indiqué à plusieurs occasions vouloir continuer son combat politique dans son canton. **ATS**

Le chiffre

30

C'est le nombre de communes qui disparaîtront de la carte de la Suisse à la fin de l'année 2015. Le nombre de communes pour cette année a reculé de 28, de 56 en 2014. Depuis vingt ans, la diminution du nombre de ces unités administratives s'est accélérée. La décennie 1990-2000 a vu disparaître 122 communes. Depuis, 600 supplémentaires ont fusionné, soit près de 40 par an. Le Tessin, Fribourg et les Grisons sont les plus concernés. Glaris détient le record après avoir en 2011 réuni 25 communes pour n'en former plus que trois. **ATS**

Moutier jurassien

Pétition Le Mouvement autonomiste jurassien (MAJ) a remis hier à la Chancellerie d'Etat, à Delémont, une pétition munie de 7500 signatures en faveur de l'accueil de Moutier (BE) dans le Canton du Jura. La cité prévôtise se prononcera en juin 2017 sur son appartenance cantonale. **ATS**

La gifle, pas dans la loi

Châtiment La gifle ne devrait pas être explicitement interdite dans le droit suisse. Le Conseil des Etats a jugé hier inutile de donner suite à une pétition: la loi n'interdit pas explicitement la gifle, mais le droit et la jurisprudence permettent déjà d'agir. Le National devra lui aussi se prononcer. **ATS**